

Discours de M. Jean-Marc Ayrault  
Ministre des Affaires étrangères et du Développement international  
Université de Rotterdam :  
De la nécessité de l'Europe  
21 novembre 2016

Madame la Présidente,  
Chers professeurs,  
Chers étudiants,  
Chers amis,

Merci de m'accueillir dans votre université, à l'issue d'une visite très dense à Rotterdam, consacrée, avec mon ami Bert Koenders, à l'avenir de l'Europe, au partenariat entre la France et les Pays-Bas et aux grandes questions internationales qui concernent nos deux pays.

J'ai conscience d'être ici dans une institution d'excellence qui porte le nom d'un grand humaniste, Erasme. Erasme est sans aucun doute la figure la plus

représentative de la République des lettres qui, à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle, avait choisi de ne pas s'arrêter aux frontières politiques et géographiques par lesquelles l'Europe était alors divisée. Il incarnait une forme de cosmopolitisme, caractéristique de l'humanisme renaissant. Je suis sûr que son héritage est pour vous, chaque jour, une source d'inspiration. Je me réjouis de pouvoir évoquer avec vous une des traductions contemporaines de cette grande tradition. Je veux dire l'Europe et, plus encore, son caractère indispensable en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle.

Inspiré lui-aussi, j'en suis sûr, par Erasme, Johan Willem Beyen, comme Robert Schuman ou Jean Monnet, a marqué le 20<sup>ème</sup> siècle en prenant conscience du potentiel qu'offrait à nos pays le dépassement des différences qui avaient

justifié tant de déchirements et tant de violence. Il en est résulté le projet éminemment politique d'une union entre nos vieilles nations qui leur permettrait d'enraciner la paix sur notre continent et d'assurer durablement à nos peuples prospérité et progrès. Ma conviction, c'est qu'aujourd'hui, plus que jamais, ce projet conserve toute sa pertinence.

La multiplication des crises, leur ampleur, leur simultanéité, mais aussi les conséquences qui en découlent alimentent l'inquiétude de nos populations. La confiance des peuples dans les institutions et dans nos démocraties s'érode.

C'est vrai en Europe, comme le montrent les succès remportés par les populistes, élections après élections, et bien sûr le résultat du referendum britannique. C'est

également vrai aux Etats-Unis, où la victoire de Donald Trump témoigne de l'ampleur, largement sous-estimée, des fractures qui divisent la société américaine.

Contrairement à l'impression superficielle que pouvait donner le retour des Etats-Unis du plein emploi, la crise financière de 2008 a laissé des traces profondes. Elle a créé pour une partie de la population, incapable de rembourser ses dettes, brutalement expulsée de son logement, le sentiment d'être laissée pour compte. Cette réalité, nous n'en avons pas suffisamment pris conscience. Aujourd'hui, elle nous rattrape.

Mais, revenons à l'Europe. Dans un propos récent, le Président de la

Commission européenne, Jean-Claude Juncker évoquait une « polycrise ».

Cette « polycrise » est d'abord sécuritaire. Les tensions à nos portes se multiplient et ont un impact direct sur nos pays : plusieurs régions de notre voisinage sont en proie à l'instabilité et à la guerre. Je pense évidemment à la Syrie, qui souffre depuis plus de cinq ans un martyre, à l'Irak, mais aussi à la Libye, à l'Ukraine ou au Sahel.

Les normes et les institutions sur lesquelles repose l'ordre international font face à la défiance. Les mécanismes de sécurité collective ne jouent plus suffisamment leur rôle. L'universalité des droits de l'Homme est remise en cause.

Des millions de réfugiés quittent leurs pays pour échapper à la barbarie. Et

l'absence de perspectives, comme la croissance démographique, précipitent de nombreux Africains sur les routes périlleuses des migrations. Les groupes terroristes, à commencer par Daech, se nourrissent de ces tensions et menacent directement l'Europe, en s'efforçant de semer au sein même de nos sociétés la division et la haine.

Cette « polycrise » est aussi économique et sociale. Depuis 2008, l'Europe est affectée par une trop faible croissance. Ces mutations profondes créent des opportunités nouvelles, mais aussi plus de risques pour les plus vulnérables. Les inégalités s'accroissent. La préférence accordée à la rémunération du capital sur celle du travail renforce les écarts. Conjuguée à une révolution du numérique faiblement créatrice d'emplois,

cette évolution pèse particulièrement sur les classes moyennes et les plus modestes, laissés à la tentation des extrêmes.

Pendant soixante ans, l'Union européenne a été suffisamment forte pour nous faire émerger du pire. Aujourd'hui, nos populations s'interrogent, non pas qu'elles veuillent « moins d'Europe », mais d'une Europe qui réponde vraiment à leurs préoccupations. Une Europe qui les protège, non pas de manière défensive, mais en consolidant notre modèle et en assurant sa pérennité.

Les populistes tirent argument des évolutions du monde, de la menace terroriste, de la peur du déclin pour remettre en cause le projet européen. Ils font fausse route. Et notre responsabilité est de ne pas les laisser nous administrer

un remède qui serait pire que le mal. L'Europe doit, au contraire, rester notre boussole. Nous l'avons construite sur des valeurs qui justifient qu'on les défende et sur lesquelles il faut nous appuyer pour favoriser une réorientation de l'Europe.

J'en appelle à une Europe qui protège et qui reprenne confiance en elle-même. Cette formule n'est pas nouvelle. Elle ne doit pas relever de l'incantation, ni se traduire par le repli sur soi. Aujourd'hui, il convient au contraire de montrer qu'elle s'inscrit dans la continuité de l'unification de notre continent.

L'Union européenne doit d'abord assurer la sécurité de ses citoyens. Beaucoup a été engagé, en vue de renforcer la maîtrise de nos frontières extérieures, de doter nos



forces de sécurité des instruments qui leur permettront d'être plus efficaces.

Ensemble, nous en avons été capables et nous pouvons aller plus loin. Des projets ambitieux sont en cours pour mieux contrôler les trafics d'armes, lutter contre le financement du terrorisme, systématiser les contrôles aux frontières et améliorer la réponse pénale au phénomène des combattants étrangers.

L'Europe doit aussi se protéger face à l'insécurité économique, en soutenant la croissance et l'emploi. C'est tout l'objectif du plan Juncker, qui vise à stimuler l'économie en remédiant à la faiblesse des investissements en Europe. Il faut le prolonger et l'amplifier. Mais, au-delà, le débat sur l'impact des politiques d'austérité sur notre tissu économique et

social n'est pas clos. Il y a quelques jours, à Athènes, c'était l'un des principaux messages de Barack Obama à l'Europe. Nous aurions tort de ne pas l'entendre, même s'il ne s'agit pas, évidemment, de fragiliser les disciplines communes qui vont de pair avec notre appartenance à la zone euro ou de contester la nécessité des réformes structurelles.

Il faut aussi lutter contre le chômage des jeunes, comme le prévoit l'initiative pour l'emploi des jeunes qui doit être renforcée et prolongée.

L'Europe qui protège, c'est aussi celle qui veille à la soutenabilité de son modèle social, en luttant notamment contre le dumping social et fiscal.

Aux Etats-Unis, les effets de la mondialisation ont été au cœur de la

campagne électorale. En Europe, ayons l'honnêteté de reconnaître que nos citoyens sont aussi préoccupés par les effets de la libéralisation des échanges sur notre modèle économique et social.

Il ne s'agit pas de remettre en cause le libre échange, dont l'Europe bénéficie. Il s'agit de l'inscrire dans une approche incluant une régulation, indispensable au respect de nos préférences collectives, la réciprocité, sans laquelle nous renonçons à défendre nos propres intérêts, et la transparence, seule de nature à créer la confiance de nos peuples.

C'est pourquoi la France estimait qu'il n'était pas possible de conclure un accord transatlantique à la va-vite et sur des bases déséquilibrées. C'est pourquoi la France a soutenu la signature de l'accord

avec le Canada qui répond aux exigences que je viens d'évoquer.

Chers amis,

Vous l'aurez compris, ma conviction est qu'il est possible de réconcilier nos concitoyens avec le projet européen. Car, c'est aussi ma conviction, l'Europe est un succès qui assure à chacun de nos Etats une voix plus forte dans le monde. L'Europe est la première puissance économique et commerciale. Notre monnaie, l'euro, est la deuxième monnaie de réserve. L'Europe est le plus grand espace démocratique, le plus grand espace de libre circulation pour les biens, les capitaux et les services, mais surtout pour les hommes.

Si nous le voulons, l'Union européenne peut nous permettre de relever les défis de

notre époque. C'est tous le sens de la feuille de route que les 27 ont adoptée à Bratislava en septembre dernier et qui doit aboutir à des mesures concrètes, capables d'apporter rapidement des résultats sur les priorités qui font écho aux aspirations des Européens : la sécurité, la croissance et l'emploi, la jeunesse.

Un mot, enfin, sur le rôle de l'Union européenne dans le monde. Alors que l'incertitude prévaut sur les orientations de la politique étrangère de la nouvelle administration américaine, une Europe forte est plus que jamais nécessaire :

- pour défendre les valeurs universelles que sont les droits de l'homme, les libertés, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre la peine de mort ;

- pour faire en sorte que le multilatéralisme l'emporte sur la tentation unilatérale et les dangers d'une dérive progressive vers la confrontation des nationalismes ;
- pour contribuer au règlement pacifique des conflits, tant il est clair, qu'au Moyen-Orient, en Afrique et ailleurs, la force ne permettra pas à elle seule d'apporter une solution aux multiples crises qui nécessitent des processus politiques ;
- pour favoriser le développement durable, dont dépend l'avenir de notre planète, grâce à une solidarité dont notre continent demeure le premier pourvoyeur.

L'Europe est attendue. Elle doit avoir les moyens de ses ambitions. Le risque d'un désengagement américain, l'expression

d'une nostalgie pour la période révolue de la guerre froide, l'émergence de nouvelles puissances et de nouveaux acteurs sont autant d'incitations pour l'Union européenne à prendre davantage son destin en main.

Chers Amis,

Vous l'avez compris, la vision de l'Europe que je viens d'esquisser est l'inverse de ce que promeuvent partout les populistes. Face aux désordres du monde, face à l'afflux des réfugiés, face à la menace terroriste, face à la crainte du déclassement, les populistes veulent fermer les portes et les frontières, ériger des murs.

Nous devons, ensemble, résister au fatalisme et au défaitisme. La démocratie, les droits de l'Homme, le bénéfice d'une

société ouverte, libre et sûre, c'est ce à quoi aspirent les peuples européens. Notre mission, c'est d'agir ensemble pour que cette aspiration devienne réalité.

Défendre nos valeurs, protéger nos intérêts et nos populations, offrir à chacun davantage d'opportunités, conserver à nos sociétés leur caractère libre et ouvert : voilà nos priorités, nos objectifs, notre combat. Je suis heureux que la France et les Pays-Bas les partagent. J'espère que chacune et chacun d'entre vous pourra, à sa mesure, en être un acteur passionné, dans l'esprit de l'humanisme d'Erasme.